

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 2 OCTOBRE 2023**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 17 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	4
OBJET DE LA DECISION N° 23/465 AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC MARITIME - TOULON ANSE MAGAUD OUEST		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Arnaud LATIL, M. Jean-Louis MASSON, M. Christian SIMON.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/465

BUREAU DU 2 OCTOBRE 2023

**O B J E T : AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU
DOMAINE PUBLIC MARITIME - TOULON ANSE
MAGAUD OUEST**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code général des Collectivités Territoriales,

VU le Code général de la propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

VU la délibération du Conseil Métropolitain n° 23/05/078 du 4 mai 2023, portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'arrêté préfectoral du 10/11/2022 autorisant la Métropole Toulon Provence Méditerranée à une occupation temporaire du domaine public maritime de l'anse Magaud - Ouest N°93, sur la commune de Toulon,

CONSIDERANT que cette autorisation d'occupation temporaire est consentie pour une surface de 20 m² afin de maintenir les ouvrages de collecte des eaux usées existants ainsi que l'alimentation en eau potable,

CONSIDERANT que cette autorisation est consentie jusqu'au 31/12/2024, moyennant le paiement d'une redevance annuelle fixée à 490 euros et révisable selon les variations de l'indice TP02,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'ACCEPTER l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de l'anse Magaud - Ouest à Toulon.

ARTICLE 3

DE DIRE que la Métropole s'engage à se conformer à toutes les prescriptions de l'arrêté du 10/11/2022.

ARTICLE 4

DE REGLER le montant de la redevance annuelle correspondante.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Annexe Assainissement 2023 (et suivant), opération 10020, article 6137.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 2 octobre 2023

Jean-Pierre GIRAN
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0



**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer du Var
Service mer et littoral**

**ARRÊTÉ D'OCCUPATION TEMPORAIRE
DU DOMAINE PUBLIC MARITIME N° 93
(ADOC n° 83-83137-0061)**

Le préfet du Var,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,
Vu le décret n° 70-229 du 17 mars 1970

Vu la demande de : **Métropole Toulon Provence Méditerranée**
Son Président en exercice

en date du 18/07/2022

demeurant à :

**Hôtel de la Métropole - 107 bd Henri fabre - CS 30536
83041 TOULON Cedex 9**

sollicitant une autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime

quartier anse magaud

commune de Toulon

Considérant que les occupations projetées ne sont contraires ni aux intérêts de l'Etat, ni à l'urbanisme, ni à la navigation,

Sous réserve de l'engagement à souscrire par le permissionnaire de payer la redevance annuelle fixée par le directeur départemental des finances publiques,

Destinataires :

- Bénéficiaire
- service local du domaine
- DDTM/BLO

ARRETE

ARTICLE 1 - AUTORISATION

Madame Métropole Toulon Provence Méditerranée, ci-après dénommé(e) le bénéficiaire, est autorisé(e) à occuper temporairement le domaine public maritime suite à sa demande, pour maintenir les ouvrages suivants, conformément au plan joint en annexe.

Désignation : Collecte des eaux usées + alimentation en eau potable

Usage : non commercial

Surfaces autorisées (m²) : 20 m²

Linéaires occupés (ml) :

Cette autorisation n'est pas génératrice de droits réels. Elle intègre tous ouvrages ou installations existants dans l'emprise de l'autorisation à la date de sa délivrance.

ARTICLE 2 - DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est valable du 01/01/2019 au 31/12/2024

Toute nouvelle demande d'autorisation devra être présentée par le bénéficiaire trois mois au moins avant l'expiration de la période d'autorisation en cours. Elle sera adressée au chef du service chargé de la gestion du domaine public maritime.

Nul n'a de droit acquis à l'obtention d'une nouvelle autorisation d'occupation temporaire. Si l'autorisation n'est pas renouvelée, l'occupation cessera de plein droit à sa date d'échéance dans les conditions précisées aux articles 12 et 13 ci-après.

ARTICLE 3 - CLAUSES FINANCIERES

La redevance due au titre de l'occupation du domaine public est fixée annuellement par la direction départementale des Finances Publiques conformément aux articles L.2125-1 et suivants et R.2125-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques.

Pour la première année, elle est fixée à 490 euros.

Cette redevance sera révisable annuellement à la date d'échéance de la présente autorisation, conformément aux dispositions de l'article R.2125-3 du code général de la propriété des personnes publiques et notamment en fonction de l'évolution de la hausse de l'indice TP02 ou tout autre indice qui pourrait lui être substitué en cas de disparition. TP02 de référence sera celui du mois calculé de mai 2021 à savoir 119,00.

La redevance sera acquittée par le bénéficiaire dans les conditions qui lui seront précisées par le comptable spécialisé du domaine (CSDOM) à Saint Maurice (94). A cet égard, l'État adressera au bénéficiaire un titre de perception pour chaque échéance.

ARTICLE 4 - RETARD DE PAIEMENT

En cas de retard dans le paiement des redevances dues pour l'occupation ou l'utilisation du domaine public d'une personne publique, les sommes restant dues sont majorées d'intérêts moratoires au taux légal conformément à l'article L.2125-5 du code général de la propriété des personnes publiques.

ARTICLE 5 - NATURE DE LA PRESENTE AUTORISATION

La présente autorisation met la parcelle de terrain à la disposition du bénéficiaire pour l'usage précisé à l'article 1 et n'emporte aucune autre autorisation. Elle est uniquement domaniale et ne dispense en aucun cas le bénéficiaire d'obtenir les autres autorisations administratives, lorsqu'elles sont nécessaires, notamment au titre de l'urbanisme ou de l'environnement.

Le bénéficiaire est tenu de s'assurer de la mise à jour de tous les certificats et autorisations techniques liés à la présente autorisation. Ces documents devront être présentés à toute réquisition de l'autorité administrative.

ARTICLE 6 - TRAVAUX

6-1 : éventuels travaux liés à la présente autorisation

Pour les travaux directement liés à la présente autorisation, le bénéficiaire devra informer l'administration des dates de début et de fin de ceux-ci.

Il joindra :

- un plan de géomètre, au 1/200ème, des ouvrages réalisés,
- des photos montrant les ouvrages réalisés.

6-2 : travaux nouveaux

Aucune adjonction ou modification des ouvrages existants ne pourra être apportée sans l'autorisation préalable et écrite de l'administration. Celle-ci devra être sollicitée trois mois à l'avance auprès du service maritime. Elle pourra être accordée dans les mêmes conditions que l'autorisation actuelle.

Quels que soient les travaux autorisés, il sera alors procédé, par les soins du chef du service chargé de la gestion du domaine public maritime ou de son délégué, à un procès verbal de récolement des ouvrages et des travaux exécutés, en présence du bénéficiaire si ce dernier en fait la demande.

ARTICLE 7 - BORNAGE DES LIEUX

L'administration peut exiger le bornage de la parcelle faisant l'objet de la présente autorisation avec des bornes de type agréé et aux frais du bénéficiaire.

La demande d'autorisation et le non renoncement à réception du présent arrêté valent acceptation par le bénéficiaire des limites du domaine public maritime figurant éventuellement sur le plan annexé.

ARTICLE 8 - PROPRETE DES LIEUX

Le bénéficiaire devra tenir les ouvrages et leurs abords dans un rayon de 10 mètres en parfait état de propreté, d'entretien et de sécurité.

Le non respect de la présente disposition entraînera de plein droit la résiliation de l'autorisation dans les conditions fixées à l'article 12.

ARTICLE 9 - RESPONSABILITE DES INSTALLATIONS

Le bénéficiaire est responsable de la totalité des équipements, constructions et occupations divers installés dans l'emprise du domaine mis à sa disposition. Il est tenu de respecter toutes les réglementations relatives à ces installations et notamment celles qui relèvent des obligations des propriétaires de bâtiments recevant ou non du public.

ARTICLE 10 - CARACTERE PERSONNEL DE L'AUTORISATION

L'autorisation accordée par le présent arrêté est rigoureusement et strictement personnelle et le bénéficiaire de l'autorisation est seul responsable de l'occupation. En aucun cas cette autorisation ne peut faire l'objet d'une cession. Les ouvrages autorisés ne peuvent être ni loués, ni vendus. En cas de non respect de ces prescriptions, l'autorisation serait alors immédiatement révoquée et les lieux remis dans leur état naturel, sans préjudice des poursuites qui seraient engagées au titre de contraventions de grande voirie.

Le bénéficiaire de l'autorisation d'occupation temporaire reste personnellement responsable de l'utilisation du domaine public maritime malgré l'acquisition de son bien privé par un tiers.

ARTICLE 11 - IMPOTS ET TAXES

Le bénéficiaire de l'autorisation devra seul supporter la charge de tous les impôts, notamment l'impôt foncier, auxquels sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis les terrains, aménagements ou installations, quelles qu'en soient la nature et l'importance et qui seraient exploités en vertu du présent arrêté.

Le domaine public maritime étant inaliénable et imprescriptible, le bénéficiaire de la présente autorisation ne peut se prévaloir de la réglementation relative aux baux commerciaux.

ARTICLE 12 - REVOCATION

L'autorisation à laquelle s'applique le présent arrêté est accordée à titre précaire et révocable, sans indemnité à la première réquisition de l'administration conformément au code général de la propriété des personnes publiques (art. L.2122-3).

La révocation sera prononcée par le préfet du Var à la demande du directeur départemental des finances publiques (service local du domaine) en cas d'inexécution des conditions financières, ou à la demande du service de l'Etat chargé de la gestion du domaine public maritime en cas d'inexécution des autres conditions, sans préjudice s'il y a lieu des poursuites liées à une contravention de grande voirie.

L'autorisation sera révoquée en cas de vente de la propriété privée en lien avec les ouvrages objets du présent arrêté. Le bénéficiaire devra informer le service de l'Etat chargé de la gestion du domaine public maritime de son souhait de vendre son bien privé et prendre toutes les dispositions nécessaires pour libérer le domaine public maritime. En conséquence, il devra être procédé à la suppression totale des ouvrages et les lieux seront remis dans leur état primitif et naturel, par les soins et aux frais du bénéficiaire, avant la cession de la propriété.

L'obligation de remise en état des lieux porte, outre sur l'ensemble des ouvrages et installations visés à l'article 1er, sur ceux existant avant la présente autorisation ainsi que sur les ouvrages qui auraient pu être édifiés par les titulaires antérieurs d'autorisations d'occupation temporaire.

ARTICLE 13 - FIN DE L'AUTORISATION

A l'échéance de l'autorisation, le service de l'Etat chargé de la gestion du domaine public maritime pourra demander le rétablissement des lieux dans leur état primitif et naturel tels qu'ils étaient avant toute construction, par les soins et aux frais du bénéficiaire.

La démolition des ouvrages et le rétablissement des lieux s'appliqueront tant aux installations existantes à la date de la 1ère autorisation qu'aux constructions nouvelles que le bénéficiaire aura été personnellement autorisé à édifier.

Dans le cas où le bénéficiaire ne déférerait pas aux injonctions qui lui seraient adressées, une procédure de contravention de grande voirie sera engagée à son encontre avec, comme objectif le rétablissement des lieux dans les mêmes conditions que dans le cas prévu à l'article 12.

L'autorisation sera considérée comme périmée s'il n'en a pas été fait usage dans un délai d'un (1) an compté à partir du jour de la signature du présent arrêté.

ARTICLE 14 - DROITS DES TIERS

La présente autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers.

ARTICLE 15 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Le bénéficiaire sera tenu de se conformer à toutes les prescriptions particulières ou générales qui pourraient lui être données par les agents chargés de la gestion du domaine public maritime. L'inobservation de ces prescriptions pourra entraîner la révocation de la présente autorisation.

Cette autorisation est délivrée dans l'attente de la mise en œuvre d'un titre juridiquement plus approprié.

ARTICLE 16 - ASSURANCES

Le bénéficiaire est tenu de s'assurer, au titre de sa responsabilité civile contre toutes les conséquences pouvant résulter de ses installations et activités. La responsabilité de l'État ne saurait être recherchée de ce chef.

ARTICLE 17 - CIRCULATION DU PUBLIC - POLICE DES OUVRAGES ET DU PLAN D'EAU

Les installations et activités ne devront en aucun cas gêner la circulation du public le long du littoral. L'accès des agents de l'État chargés de la gestion du domaine mis à disposition devra être possible en permanence et facilité par le bénéficiaire.

Le règlement de police en vigueur est celui annexé au présent arrêté préfectoral.

ARTICLE 18 - PIECES ANNEXEES AU PRESENT ARRETE

Les pièces annexées au présent arrêté sont :

- le règlement de police,
- le PV de constat de l'état des ouvrages dressé par le surveillant du DPM,
- le plan de situation,
- le plan des ouvrages, teinté et coté,
- la demande datée et signée par le bénéficiaire.

ARTICLE 19 - LITIGES

Les litiges relatifs à la présente autorisation domaniale seront portés devant le juge administratif territorialement compétent.

ARTICLE 20 - DESTINATAIRES DU PRESENT ARRETE

Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. le directeur départemental des Finances Publiques,
 - M. le chef du service de l'État chargé de la gestion du domaine public maritime.
- Chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Le présent arrêté sera notifié au bénéficiaire à la diligence du directeur départemental des Finances Publiques.

Toulon, le

06/06/2022

Pour le Préfet du Var et par délégation
Pour le directeur départemental
des territoires et de la mer et par subdélégation
Le Chef du service mer et littoral



D. VAROQUI

A.O.T. n° 93

(ADOC n° 83-83137-0061)